

// le dossier juridique

Les cotisations d'assurance volontaire au 1^{er} janvier 2019

Salariés expatriés et autres catégories d'assurés

Conséquence du relèvement du plafond de la sécurité sociale au 1^{er} janvier 2019, le barème des cotisations à l'assurance volontaire est modifié. Cette assurance volontaire permet à certaines catégories de personnes non assujetties à un régime obligatoire de s'assurer selon leur situation, notamment pour les risques invalidité-vieillesse, ou pour le risque vieillesse seul. Le barème des cotisations d'assurance volontaire des salariés expatriés est pour sa part réformé au 1^{er} janvier 2019, en application de la loi portant réforme de la Caisse des Français de l'étranger du 24 décembre 2018.

Certaines personnes hors du système d'affiliation obligatoire peuvent **s'assurer** à titre **volontaire** auprès du **régime général** contre les risques **vieillesse, invalidité, accident du travail** et maladie professionnelle (AT-MP), en contrepartie du versement de cotisations (CSS, art. L. 742-1 et L. 743-1 et s.). Le barème de ces cotisations est **modifié** au **1^{er} janvier 2019**, suite au relèvement du plafond annuel de la sécurité sociale. En outre, les **salariés expatriés** peuvent s'assurer volontairement auprès de la **Caisse des Français de l'étranger** (CFE) contre les risques **maladie, maternité, invalidité, AT-MP** et **vieillesse** (retraite de la sécurité sociale) (CSS, art. L. 762-1). Ils sont soumis à un barème de cotisations spécifiques qui a été **réformé** au **1^{er} janvier 2019** par la loi n° 2018-1214 du 24 décembre 2018. Le législateur a ainsi révisé le mode de calcul des cotisations dues au titre de l'assurance volontaire maladie, maternité, invalidité et AT-MP.

À NOTER L'adhésion à l'assurance volontaire prend effet le premier jour du trimestre civil qui suit la date de réception de la demande. Si l'assuré le demande expressément, elle peut prendre effet le premier jour du trimestre civil qui comprend le dépôt de la demande.

1 Bénéficiaires de l'assurance volontaire

TRAVAILLEURS EXPATRIÉS

Le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État par-

tie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse qui réside à l'étranger et qui n'est **pas soumis** à la **législation française de sécurité sociale** en application d'une convention internationale ou de l'article L. 761-2 du Code de la sécurité sociale a la faculté de s'assurer volontairement pour les risques **maladie, maternité, invalidité**, et/ou pour les risques d'**accidents du travail**, auprès de la Caisse des Français de l'étranger (CSS, art. L. 762-1). Ils peuvent aussi adhérer à l'assurance volontaire **vieillesse** visée à l'article L. 742-1 du même code, sous réserve de justifier de leur affiliation à un régime obligatoire français d'assurance maladie pendant **au moins cinq ans** (CSS, art. R. 742-30).

Les **entreprises** peuvent, pour le compte des travailleurs salariés qu'elles emploient à l'étranger, effectuer, les formalités nécessaires à l'adhésion de ces personnes aux assurances volontaires de la Caisse des Français de l'étranger. Elles peuvent **prendre en charge**, en tout ou partie, les cotisations dues par leurs salariés (CSS, art. L. 762-2). Seules les cotisations dues dans ce cas sont présentées dans ce dossier (*v. la deuxième partie*).

ANCIENS ASSURÉS OBLIGATOIRES

Selon les articles L. 742-1 et R. 742-3 du Code de la sécurité sociale, la faculté de s'assurer volontairement contre les risques **invalidité** et/ou **vieillesse** est accordée aux **anciens assurés sociaux** ayant été affiliés obligatoirement pendant **six mois au moins** au régime général de sécurité sociale, à l'un des régimes spéciaux ou au régime des assurances sociales agricoles,

À CLASSER SOUS

SÉCURITÉ SOCIALE
COTISATIONS

06 / 19

BASE DE CALCUL DES COTISATIONS ACCIDENTS DU TRAVAIL

La base de calcul des cotisations du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 pour l'assurance volontaire individuelle «accidents du travail» (CSS, art. R. 743-2) est de :

- 40 524 € en première catégorie ;
- 30 393 € en deuxième catégorie ;
- 18 520 € en troisième et quatrième catégories.

Ce dernier montant sert également de base au calcul des cotisations d'assurance volontaire «accidents du travail» dues :

– par les œuvres et organismes d'intérêt général, qui peuvent souscrire une telle assurance au profit de tout ou partie de leurs bénévoles (CSS, art. R. 743-7) ;

– obligatoirement par certains organismes sociaux pour leurs bénévoles dont la liste figure à l'article D. 412-79 du Code de la sécurité sociale.

Le salaire servant de base au calcul de leurs indemnités et rentes est égal au minimum à 37 040,02 € (CSS, art. D. 412-81).

et qui ont cessé de remplir les conditions d'assujettissement obligatoire. La justification des six mois d'affiliation est réalisée par la production des derniers bulletins de paie comportant l'indication du précompte ou, à défaut de bulletin de paie, de toute autre pièce en tenant lieu.

TIERCES PERSONNES

Le **conjoint** (ou le membre de la famille) d'une personne infirme ou invalide médicalement reconnue comme devant recourir à l'**assistance d'une tierce personne**, et qui assiste cette personne sans recevoir de rémunération, peut s'affilier à l'assurance volontaire pour les risques **vieillesse** et/ou **invalidité** (CSS, art. L. 742-1 et R. 742-9). En outre, cette personne ne doit pas pouvoir prétendre au bénéfice de l'assurance vieillesse obligatoire du parent au foyer (AVPF).

PARENTS CHARGÉS DE FAMILLE

Le **père**, la **mère** ou le parent chargé de famille résidant en France ou en dehors du territoire français, mais de nationalité française, qui ne relève **pas** à titre personnel d'un **régime obligatoire** d'assurance vieillesse, a la faculté de s'assurer volontairement à l'assurance **vieillesse**.

Les personnes chargées de famille résidant en France peuvent également s'affilier à l'assurance volontaire **invalidité parentale** (CSS, art. L. 742-1 et D. 742-1).

TITULAIRES DE L'INDEMNITÉ DE SOINS AUX TUBERCULEUX DE GUERRE

Les personnes qui ont bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux prévue à l'article L. 41 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, ou leurs conjoints survivants, peuvent **racheter**, au titre de l'assurance volontaire **vieillesse** du régime général, les **cotisations** pour la période correspondant au service de cette indemnité (CSS, art. L. 742-4 et R. 742-22).

2 Montant des cotisations d'assurance volontaire

Le montant des **cotisations** pour **2019** évolue en lien avec l'augmentation annuelle du plafond de la Sécurité sociale (40 524 € pour 2019).

Notons que les taux des cotisations d'assurance vieillesse – cotisation plafonnée (15,45 %) et cotisation déplafonnée (2,30 %), soit un total de 17,75 % – n'ont pas été modifiés au 1^{er} janvier 2019.

BASE DE CALCUL

La base de calcul de la **cotisation** d'assurance **vieillesse** et de la cotisation d'assurance **vieillesse-invalidité** dépend du **plafond annuel** de la Sécurité sociale, qui est fixé à **40 524 €** pour 2019.

La cotisation d'**accidents du travail** est calculée, pour sa part, sur un salaire qui ne peut être inférieur à **18 520 €** (v. l'encadré ci-contre).

MONTANT DES COTISATIONS

Assurance volontaire des anciens assurés obligatoires

Le tableau ci-dessous indique le montant (arrondi à l'euro le plus proche) des cotisations trimestrielles d'assurance volontaire **vieillesse et invalidité-vieillesse**

COTISATIONS TRIMESTRIELLES D'ASSURANCE VOLONTAIRE DES ANCIENS ASSURÉS (CSS, ART. L. 742-1) À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019

Ressources annuelles					
		Égales ou supérieures à 40 524 €	Comprises entre 20 262 € et 40 524 €	Inférieures à 20 262 €	Assurés de moins de 22 ans
		1 ^{re} catégorie	2 ^e catégorie	3 ^e catégorie	4 ^e catégorie
Base annuelle de calcul					
	Taux	40 524 €	30 393 €	20 262 €	10 131 €
Invalidité, vieillesse	18,65 %	1 889 €	1 417 €	945 €	472 €
Vieillesse ⁽¹⁾	17,75 %	1 798 €	1 349 €	899 €	450 €

(1) Les bénéficiaires de l'indemnité de soins aux tuberculeux prévue à l'article L. 41 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, adhérant à l'assurance volontaire avant le 1^{er} décembre 1982, cotisent pour les risques «vieillesse-veuvage» sur la base de la troisième catégorie d'assurés volontaires en application de l'article 5 du décret n° 80-1143 du 30 décembre 1980 (instruction ministérielle du 11 mars 1985).

dues à compter du 1^{er} janvier 2019. Les assurés volontaires payent une cotisation dont le montant varie en fonction de la catégorie dans laquelle ils sont classés selon leurs ressources. Il existe **quatre catégories**, correspondant à des tranches limitées à 25 %, 50 %, 75 % et 100 % du plafond de la sécurité sociale.

■ Assurance volontaire des personnes chargées de famille et invalidité parentale

La cotisation trimestrielle d'assurance **vieillesse** des **personnes chargées de famille** s'applique sur une assiette égale à 507 fois le Smic horaire en vigueur au 1^{er} janvier de l'année civile considérée (10,03 €

COTISATIONS DES SALARIÉS EXPATRIÉS (À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019)

Risques couverts	Ressources annuelles	Assiette des cotisations	Âge du salarié	Taille de l'entreprise	Cotisation trimestrielle
Maladie – maternité – invalidité	Égales ou supérieures à 40 524 € 1 ^{re} catégorie	40 524 €	35 ans et +	< 100 salariés	555 €
				≥ 100 salariés ≤ 399	480 €
				≥ 400 salariés	453 €
			Entre 30 et – de 35 ans	< 100 salariés	498 €
				≥ 100 salariés ≤ 399	432 €
				≥ 400 salariés	408 €
	Moins de 30 ans	< 100 salariés	444 €		
		≥ 100 salariés ≤ 399	384 €		
		≥ 400 salariés	363 €		
	Entre 27 016 € et 40 523 € 2 ^e catégorie	27 016 €	35 ans et +	< 100 salariés	369 €
				≥ 100 salariés ≤ 399	318 €
				≥ 400 salariés	303 €
Entre 30 et – de 35 ans			< 100 salariés	333 €	
			≥ 100 salariés ≤ 399	285 €	
			≥ 400 salariés	273 €	
Moins de 30 ans	< 100 salariés	294 €			
	≥ 100 salariés ≤ 399	255 €			
	≥ 400 salariés	243 €			
Inférieures à 27 016 € 3 ^e catégorie	20 262 €	35 ans et +	< 100 salariés	279 €	
			≥ 100 salariés ≤ 399	240 €	
			≥ 400 salariés	228 €	
		Entre 30 et – de 35 ans	< 100 salariés	252 €	
			≥ 100 salariés ≤ 399	216 €	
			≥ 400 salariés	204 €	
Moins de 30 ans	< 100 salariés	222 €			
	≥ 100 salariés ≤ 399	192 €			
	≥ 400 salariés	183 €			
Option indemnités journalières, maladie, maternité, capital-décès	1 ^{re} catégorie	40 524 €	Quel qu'il soit	Quelle que soit la taille de l'entreprise	66 €
	2 ^e catégorie	27 016 €	Quel qu'il soit	Quelle que soit la taille de l'entreprise	42 €
	3 ^e catégorie	20 262 €	Quel qu'il soit	Quelle que soit la taille de l'entreprise	33 €
Vieillesse	Égales ou supérieures à 40 524 € 1 ^{re} catégorie	40 524 €	Quel qu'il soit	–	1 797 €
	Entre 20 262 € et 40 523 € 2 ^e catégorie	30 393 €	Quel qu'il soit	–	1 350 €
	Inférieures à 20 262 € 3 ^e catégorie	20 262 €	Quel qu'il soit	–	900 €
	Assurés âgés de moins de 22 ans 4 ^e catégorie	10 131 €	– de 22 ans	–	450 €

au 1^{er} janvier 2019), soit **5 085 € en 2019**, ce qui implique une cotisation égale à 17,75 % x 5 085 € = **903 €**. La cotisation trimestrielle d'assurance volontaire **invalidité parentale** étant calculée sur la même assiette, elle est égale, pour 2019, à **90 €** (5 085 € x 1,77 %). Cette cotisation peut être prélevée mensuellement sur les prestations familiales et est payable d'avance dans les 15 premiers jours de chaque trimestre civil.

■ Assurance volontaire des membres de famille (fonction de tierce personne)

La base trimestrielle des cotisations d'assurance volontaire est égale, pour 2019, à 507 fois le Smic en vigueur au 1^{er} juillet de l'année civile précédente, soit au 1^{er} juillet 2018 (9,88 € x 507) = **5 009 €**.

Les taux sont égaux à 18,65 % pour l'assurance invalidité-vieillesse, soit une cotisation trimestrielle de **934 €**, dont 0,90 % pour le risque invalidité (45 €) et à 17,75 % pour le risque vieillesse (889 €).

■ Assurance volontaire des salariés expatriés

Un **employeur** peut choisir d'**assurer volontairement** ses **salariés expatriés** contre les risques maladie et maternité, invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles et enfin vieillesse auprès de la Caisse des Français de l'étranger (CFE) (CSS, art. L. 762-2). Il peut prendre en charge tout ou partie des cotisations dues pour ses salariés.

La loi n° 2018-1214 du 24 décembre 2018 portant **réforme** de la CFE (v. l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019) a refondu le régime d'assurance volontaire des expatriés à effet du 1^{er} janvier 2019. Son objectif est la mise en place d'une « **offre tarifaire plus lisible** » en matière d'assurance maladie volontaire et vise à répondre aux « attentes des expatriés, souvent couverts dans leur État de résidence et recherchant principalement une couverture pour les soins lors de leurs séjours temporaires en France ou une couverture complémentaire en cas d'hospitalisation dans l'État de résidence ».

Principal changement: la mise en place de cotisations d'assurance volontaire maladie forfaitaires. Les nouveaux montants des cotisations à la CFE ont été définis par un arrêté paru au *Journal officiel* le 3 février 2019. Les autres cotisations (AT-MP et vieillesse) restent proportionnelles. Des dispositions réglementaires d'application de la réforme sont encore attendues.

À NOTER Lorsque l'employeur prend en charge tout ou partie des cotisations et qu'il effectue les formalités d'adhésion, il doit désormais informer expressément la CFE de sa volonté de se substituer aux salariés pour le paiement de ces cotisations (CSS, art. L. 762-2).

Cotisation maladie forfaitaire

Un nouveau régime de cotisation d'assurance volontaire maladie et maternité s'applique depuis le 1^{er} janvier 2019. Ces **cotisations** sont **désormais forfaitaires** (définies par arrêté après proposition du conseil d'administration de la CFE) et sont fixées en fonction des critères suivants: le **niveau des ressources** de l'assuré, par référence au plafond de la sécurité sociale, son **âge**, et le **nombre de salariés adhérents** à la CFE (soit le nombre de mandats conclus par l'entreprise) (pour connaître le détail des cotisations dues, v. le *tableau ci-avant*).

Autre changement: le montant des cotisations n'évolue plus chaque année (en fonction du plafond de la sécurité sociale) mais il est révisé seulement « si l'équilibre financier de l'assurance volontaire l'exige » (CSS, art. L. 762-6-4 nouveau).

Cotisation AT-MP

Pour les accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP), la cotisation est **calculée** sur la **base** d'un **niveau de salaire choisi** par l'intéressé entre un minimum et un maximum dans des conditions qui sont fixées par décret (CSS, art. L. 762-10).

Le montant de la cotisation est révisé si l'équilibre financier de l'assurance volontaire l'exige.

La Caisse des Français de l'étranger peut accorder des ristournes sur le taux de la cotisation, tenant compte des accidents du travail reconnus dont ont été victimes les salariés d'entreprises mandataires d'un nombre minimum d'adhérents, dans la mesure où l'équilibre financier du risque est respecté.

Le **taux** de base de la cotisation accident du travail est fixé à **1,15 %** en cas d'adhésion à l'assurance accidents du travail seule et à **1,00 %** en cas d'adhésion également à l'assurance maladie (sur les montants minimum et maximum des cotisations, v. le *tableau ci-avant*).

Cotisation vieillesse

Le **taux** de la cotisation trimestrielle d'assurance vieillesse des expatriés est identique à celui applicable aux personnes adhérant en tant qu'anciens assurés à un régime obligatoire français. Il est fixé à **17,75 %** (sur le montant des cotisations, v. le *tableau ci-avant*).

SOURCES// • Arr. du 11 décembre 2018, JO 15 décembre, NOR: SSAS1833942A (plafond de sécurité sociale) • D. n° 2014-1531 du 17 décembre 2014, JO 19 décembre (cotisation vieillesse) • Circ. CNAM n° 23-2018 du 26 décembre 2018 • L. n° 2018-1214 du 24 décembre 2018, JO 26 décembre • Arr. du 3 janvier 2019, JO 3 février, NOR: SSAS1900252A • www.cfe.fr

 **CONSULTER LES DOCUMENTS SUR:**
liaisons-sociales.fr